

## JEUDI DERNIER, DEVANT LE CONSEIL DE LA NATION

## Saïd Barkat minimise les détournements de fonds

**Le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Saïd Barkat a, jeudi dernier, minimisé les détournements de fonds dans le secteur agricole. Par ailleurs, selon le ministre délégué aux Collectivités locales, Dahou Ould-Kablia, l'original de l'acte de naissance ne sera exigé que pour les élèves inscrits pour la première fois.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Le Conseil de la nation a reçu jeudi dernier, pour une séance de questions orales, le ministre délégué aux Relations avec le Parlement, Mahmoud Khoudri, répondant au nom du Chef de gouvernement, le ministre des Transports, Mohamed Maghlaoui, le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Saïd Barkat, le ministre de l'Habitat et de l'urbanisme, Nouredine Moussa, et le ministre délégué aux Collectivités locales, Dahou Ould-Kablia.

#### Des mesures préventives en matière d'urbanisme

Le premier, Mahmoud Khoudri a précisé que le groupe Sonatrach a alloué une enveloppe de 1,8 milliard de dollars pour le logement des habitants de la zone industrielle de la wilaya de Skikda.

Même si les constructions anarchiques ont proliféré, dans le contexte de laxisme des années 90, d'absence d'une réglementation complète et rigoureuse en matière d'aménagement du territoire et de l'urbanisme et d'inapplication des lois, parfois au risque de la sécurité des habitants lorsque elles sont érigées sur les zones de passage de canalisations d'hydrocarbures, l'Etat entend cependant agir. Tant en renforçant l'arsenal juridique et réglementaire, afin de mettre un terme aux infractions des règles de l'urbanisme, qu'en décidant de mesures préventives tendant à geler les constructions et le transfert des projets n'ayant pas de lien direct avec l'exploitation des hydrocarbures, dans les zones classées, en vertu de décrets promulgués, comme zones à risques majeurs (Hassi Messaoud, Hassi R'Mel, In Amenas, Hassi Berkine, Arzew et Skikda). Selon Mahmoud Khoudri, le problème des constructions réalisées sur des canalisations d'hydrocarbures, sera résolu par deux moyens. Le premier consiste à transférer les habitations tandis que le deuxième réside dans la possibilité de dévier les canalisations d'hydrocarbures des grandes agglomérations. Les autorités concernées veillent, selon lui,

en collaboration avec Sonatrach à trouver une solution adéquate à ce problème en examinant le cas de chaque wilaya.

#### Renforcement du transport aérien domestique

Quant au ministre des Transports, Mohamed Maghlaoui, il a indiqué que le transport aérien domestique sera renforcé par la création d'une filiale de la compagnie nationale Air Algérie, dotée d'une capacité initiale de 10 avions.

Une capacité à laquelle s'ajouteront la dizaine d'appareils dont disposera la compagnie Tassili Airlines en juin (d'une capacité de 70 places) et les futurs avions-taxis (d'une capacité de 20 places).

A ce propos, Mohamed Maghlaoui a précisé qu'un appel à manifestation d'intérêt a été lancé à l'adresse d'entrepreneurs du secteur privé pour investir ce créneau. Le ministre des Transports a également indiqué qu'Air Algérie, dont la flotte a été ramenée à 29 avions d'une moyenne d'âge de 4 ans, pourra louer des avions supplémentaires pour desservir les aéroports insuffisamment reliés. Mohamed Maghlaoui a indiqué par ailleurs que les travaux de réalisation du Métro d'Alger (ligne Grande-Poste - Hai El Badr) seront achevés fin 2008 et que des études de faisabilité sont en cours pour assurer des extensions péri-phériques.

Egalement, Mohamed Maghlaoui a indiqué que des études de faisabilité sont lancées pour la réalisation de tramways à Sétif, Sidi-Bel-Abbès, Annaba, Ouargla et Mostaganem, ainsi que l'entame de la réalisation de 30 stations de transport urbain.

#### Suivi et contrôle rigoureux du PNDRA

Troisième représentant gouvernemental, le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Saïd Barkat a présenté un bilan sectoriel chiffré très positif ainsi que la politique suivie en matière d'élevage du cheptel ovin. Cela étant, Saïd Barkat a, lors de



«Les tricheries ne représentent que 2 à 2,5%.»

son intervention devant les membres du Conseil de la nation, minimisé les détournements de fonds dans le secteur agricole. Pour Saïd Barkat, les opérations de contrôle et d'inspection effectuées ont concerné quelques 145 000 exploitations agricoles.

Or, selon lui, les malversations et détournements de fonds (soutiens du Fonds national de développement agricole) ne représentent que 2 à 2,5%. Soit des «tricheries» qui ne concernent que des montants minimes (de 5 à 20 millions de centimes), laissera-t-il entendre, en indiquant, en aparté, que chaque dinar investi par l'Etat rapporte 10 dinars. «Les tentatives de certains des bénéficiaires de tricher et tomber dans les malversations, restent marginales et ne portent aucunement atteinte à la crédibilité et l'intégrité de la majorité des bénéficiaires», dira-t-il, en se prévalant d'un suivi et d'un contrôle rigoureux du Plan national de développement agricole et rural (PNDRA), par l'inspection générale du ministère de l'Agriculture, qui dispose d'agents locaux et parfois de 50 inspecteurs pour une wilaya.

Et en faisant état d'une collaboration active avec l'Inspection générale des finances, relevant du ministère des Finances et en précisant que les dossiers sont transmis à la justice en cas de malversations.

D'autre part, Saïd Barkat a indiqué que la loi d'orientation agricole

sera soumise à l'aval du Conseil des ministres. Selon le ministre de l'Agriculture, «il n'y aucune remise en cause» de ce texte qui repose sur le principe de la concession.

#### Les activités des agences immobilières revues

Quant au ministre de l'Habitat et de l'urbanisme, Nouredine Moussa, il a indiqué qu'un nouveau cadre juridique régissant l'activité des agences de promotion immobilière verra le jour, en vue de créer un véritable marché immobilier.

Ce cadre sera élaboré en collaboration entre le département ministériel de Nouredine Moussa, la Fédération nationale des agences immobilières (FNAI) et le Centre national du registre du commerce (CNRC) relevant du ministère du Commerce. 5147 agences immobilières sont agréées auprès du CNRC. D'autre part, le ministre de l'Habitat attend la parution des résultats du prochain recensement général de la population pour connaître le nombre exact de logements inoccupés, estimant que le chiffre avancé de 1 million d'habitants est «fantaisiste».

#### Informatisation généralisée des actes et registres de l'état-civil

Cinquième intervenant, le ministre délégué aux Collectivités locales, Dahou Ould-Kablia, a indiqué que l'original de l'acte de nais-

sance (l'acte n°12) ne sera plus exigé dorénavant que pour les élèves qui s'inscrivent pour la première fois à l'école.

Selon Dahou Ould-Kablia, un accord a été obtenu avec le ministère de l'Education nationale pour que cet acte ne soit exigé que pour les 300 000 à 350 000 enfants inscrits chaque année en première année scolaire.

Quant aux élèves des années et paliers suivants, ils disposent déjà d'un dossier dans leurs établissements scolaires qu'ils n'auront qu'à présenter.

En outre, le ministre délégué aux Collectivités locales a indiqué que l'informatisation des actes et registres de l'état-civil sera généralisée avant la fin de l'année 2009.

Une opération qui s'inscrit dans le cadre de la modernisation de la gestion des collectivités locales, «complexe» selon Dahou Ould-Kablia qui a indiqué, qu'au titre du programme d'appui européen, trois opérations-pilotes ont été engagées et financées avec succès à Alger (Hydra et Bab-El-Oued) et à Oran.

C. B.

## EXPLOSION D'UNE BOMBE À LAKHDARIA Un militaire tué et deux autres blessés

Avant-hier, aux environs de 7 h 30, une bombe artisanale a explosé au passage d'une patrouille pédestre de l'ANP qui se dirigeait vers le champ de tir situé non loin de la caserne militaire de Lakhdaria, à 40 km au nord-ouest de Bouira, faisant un mort et deux blessés graves.

Selon des sources sûres, l'engin explosif aurait été déposé par les terroristes pendant la journée puisqu'à moins de 30 mètres de la caserne, de l'autre côté de la RN5, et juste après le chemin de fer, une piste est empruntée régulièrement par les militaires les jeudis se rendant vers le champ de tir, mais également par les villageois. Aussi, et selon toute vraisemblance, déposé pendant la journée par les terroristes, ceux-ci auraient déjoué la vigilance des militaires en se faisant passer pour des citoyens ordinaires.

Les deux militaires blessés ont été d'abord transportés vers l'hôpital de Lakhdaria où ils ont reçu les premiers soins avant d'être transférés vers la clinique militaire de Bordj-Ménaiel, apprend-on toujours de mêmes sources.

Notons que cet attentat à la bombe est le quatrième en moins de deux mois dans la région, après la bombe du stade de Lakhdaria où deux policiers avaient été grièvement blessés, celle du château d'eau qui n'a heureusement pas fait de dégâts et enfin, celle de Kadiria qui a tué une lycéenne et blessé une autre.

Pour rappel, cette caserne militaire a été la cible d'un attentat par un camion piégé le 11 juillet dernier faisant au moins 10 morts parmi les militaires et une trentaine de blessés.

H. M.

### ORAN

## Une commission d'enquête dépêchée d'Alger par Algérie Poste

**Nous apprenons de source digne de foi que la direction générale d'Algérie Poste dépêche, aujourd'hui, dans les wilayas d'Oran et de Tlemcen une commission d'enquête.**

La commission est composée d'un inspecteur général et de deux auditeurs, afin d'enquêter sur une série de dépassements avec, entre autres, «dissimulation de trous financiers, passation de marchés non réglementaires...». De même,

ont commencé après ses déclarations à la presse concernant la parcelle de terre appartenant à Algérie Poste, environ 3 600 m<sup>2</sup>, destinée à la construction d'une nouvelle recette principale.

Le directeur suspendu avait alors déclaré que la wilaya s'était approprié le terrain en question.

Selon notre source, l'enquête sera principalement orientée vers plu-

sieurs bureaux de poste où sont signalées une série de passations de marchés non réglementaires en l'absence d'avis d'appel d'offres comme l'exige la loi.

Autre élément d'enquête : dissimulation de trous financiers, à l'exemple du bureau de poste de Hassi-Ameur où un trou d'environ 9 millions de dinars a été enregistré.

Aussi, nous apprenons que l'ancien directeur d'Algérie Poste à Oran aurait reçu une proposition des plus inattendues en pareil cas, à savoir une promotion au poste de directeur de projet de la Poste banque d'Algérie.

L'enquête devra, nous dit-on, révéler des dépassements et des responsabilités diverses.

Amel B.